

**BULLETIN TRIMESTRIEL
DE CONJONCTURE**

**SUIVI DE LA CONJONCTURE
FINANCIERE ET BANCAIRE**

N° 122 – 4^{ème} trimestre 2004

GUYANE

<i>Synthèse</i>	4
1. L'évolution financière	5
1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière	6
1.1.1 Ensemble des actifs financiers	6
1.1.2 Ensemble des dépôts	8
1.1.3 Les dépôts à vue	10
1.1.4 Placements liquides ou à court terme	12
1.1.5 Epargne à long terme	14
1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière	16
1.2.1 Ensemble des concours consentis	16
1.2.2 Concours consentis par les Etablissements de Crédit locaux	18
1.2.3 Concours consentis par les Etablissements de Crédit non installés localement	20
1.3 Position extérieure nette du système bancaire local	22
1.4 L'enquête auprès des établissements de crédit de Guyane	23
2. Rappel des taux	25
2.1 Taux du marché	26
2.1.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire	26
2.1.2 Taux de base bancaire	26
2.2 Taux d'intérêt légal	27
2.3 Taux de l'usure	27
2.3.1 Crédits aux particuliers	27
2.3.2 Crédits aux entreprises	27
2.4 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises	28
3. Monnaie Fiduciaire	29
3.1 Emission de billets euros	30
3.2 Emission de pièces euros	31

L'ensemble des **actifs financiers** recensés en Guyane s'élève à 822,7 millions d'€ au 31 décembre 2004, en hausse de 6,4 % sur un an (+ 8,3 % au 31 décembre 2003). Toutefois, cette croissance annuelle est en partie liée au recensement des contrats d'assurance-vie d'un établissement supplémentaire de la place à partir du 3^{ème} trimestre 2004, augmentant le total des actifs financiers d'environ 6,6 millions d'€ Hors cet élément, la croissance s'établit à + 5,5 % sur un an.

Dans le détail, la meilleure performance en glissement annuel revient aux placements à long terme (+ 13,2 %, mais + 8,8 % hors élément exceptionnel mentionné ci-dessus, contre + 15,8 % au 31 décembre 2003), suivis des placements liquides ou à court terme (+ 5,3 %, contre + 6,2 %) et des dépôts à vue (+ 4,5 % sur un an, contre + 6,9 %). Au sein des **placements liquides ou à court terme**, les placements indexés sur les taux du marché monétaire enregistrent une hausse de 6,2 % sur un an. Cette croissance provient principalement de la forte évolution de l'encours des certificats de dépôt et des OPCVM monétaires (+ 84 % et + 33,2 % respectivement). Les placements à taux réglementés poursuivent une tendance à la baisse depuis le 2^{ème} trimestre 2004, leur croissance s'établissant à + 4,9 % en décembre 2004 contre + 6,1 % le trimestre précédent. Parmi les **placements à long terme**, il convient de souligner la performance des autres actifs, constitués pour l'essentiel des contrats d'assurance-vie (+ 46,1 % en fin d'année, mais + 18,2 % hors élément exceptionnel), des OPCVM non monétaires (+ 19,2 %), et des portefeuilles titres (+ 13,4 %), portée par la hausse des marchés financiers depuis un an.

Sur un an, les **autres agents économiques et la clientèle diverse** enregistrent la plus forte progression (+ 6,6 %), suivis des **entreprises** (+ 5,6 %) et des **particuliers** (+ 3,9 %).

Parallèlement, le **marché du crédit** affiche au 31 décembre 2004 une orientation à la hausse, l'encours sain global progressant de 4,3 % sur un an contre + 4,8 % un an auparavant. Cette bonne orientation concerne à la fois les établissements bancaires non installés localement (+ 4,2 %, contre + 4,7 %) et les établissements de crédit locaux (+ 4,5 % contre + 5,0 %). La progression de l'encours de ces derniers connaît toutefois un ralentissement depuis la progression de 6,3 % enregistrée au 2^{ème} trimestre 2004.

Les **ménages** guyanais, dont les financements recensés sont essentiellement locaux (78 % de l'encours sain global) n'ont accru que de 4,8 % sur un an leur encours de crédit auprès des banques locales (contre + 9,2 % en décembre 2003). Ce ralentissement se retrouve plus particulièrement dans les crédits à l'habitat (+ 4,1 %, contre + 8,6 %) et, dans une moindre mesure, les crédits de trésorerie (+ 5,8 %, contre + 12,5 %). En revanche, les autres crédits enregistrent une croissance de 14,9 %, notamment les comptes ordinaires débiteurs (+ 12,5 %). S'agissant des **entreprises**, les concours sains locaux couvrent 28 % de leur besoin, mais 98 % si l'on ne tient pas compte des crédits à l'habitat social. L'encours sain distribué localement a progressé de 5,0 % sur un an (contre + 2,5 % en décembre 2003), les évolutions par catégories de crédits étant très contrastées : + 24,6 % pour les crédits de trésorerie, + 13,9 % pour les crédits à l'habitat et - 3,8 % pour les crédits à l'équipement. Enfin, l'encours total octroyé aux **autres agents économiques et à la clientèle diverse** est en hausse de 14,3 % sur un an. Cet encours est essentiellement composé de crédits à l'équipement (87 % hors douteux). La part des établissements de crédit locaux dans le financement global des autres agents (4,0 % du total au 31 décembre 2004) demeure marginale.

En terme de **sinistralité**, la qualité globale du portefeuille des établissements de crédit installés en Guyane continue de s'améliorer, mais à un rythme plus lent que celui observé aux trimestres précédents. Le taux de créances douteuses (24,4 %) a en effet baissé de 3,8 points par rapport au 31 décembre 2003 et de 1,3 point par rapport au trimestre précédent. Le risque "entreprises" (39,5 %) a diminué de 4,1 points sur un an sous l'effet de l'amélioration du taux de créances douteuses des sociétés non financières (- 3,3 point) et des entrepreneurs individuels (- 7,9 points). Le risque "particuliers" est également orienté à la baisse (- 2,8 points sur un an).

Enfin, s'agissant des **perspectives pour les deux premiers trimestres de l'année 2005**, la collecte des dépôts est restée bien orientée au 1er trimestre et devrait continuer de progresser, selon les dirigeants des établissements de crédit et assimilés locaux interrogés par l'IEDOM. En revanche, la production de crédits aux particuliers a enregistré un net tassement au 1er trimestre, aussi bien pour les crédits à la consommation que pour les crédits à l'habitat. Une reprise modérée des deux compartiments est anticipée pour le 2^{ème} trimestre 2005. Concernant les entreprises, un tassement a également été observé, moins prononcé pour les crédits à l'équipement que pour les crédits d'exploitation. Une reprise est également attendue pour le 2^{ème} trimestre 2005. Dans ce contexte commercial moins favorable, les banquiers constatent une dégradation de leur rentabilité au 1er trimestre, mais qui ne devrait pas se poursuivre grâce à l'amélioration anticipée du coût du risque.

1. L'évolution financière

Remarque liminaire

L'examen de la situation financière du département est centré sur l'analyse des dépôts et des crédits enregistrés par l'ensemble des établissements de crédit, de La Poste pour le compte des divers agents non financiers (particuliers, entrepreneurs individuels, sociétés non financières, autres agents et clientèle diverse). Cette analyse est complétée par les présentations de la position extérieure nette du système bancaire du département.

Les données agrégées présentées pour le dernier trimestre intègrent la totalité des informations disponibles au moment de la rédaction du bulletin de conjoncture. Elles doivent toutefois être considérées comme provisoires car les informations d'un établissement de crédit peuvent ne pas être disponibles à temps. Dans ce cas, les informations concernant cet établissement sont reconduites à partir du dernier arrêté valide et les nouvelles données sont intégrées dès leur réception.

Les chiffres présentés dans les tableaux qui suivent sont arrondis en millions d'euros. En conséquence, de légères différences peuvent apparaître au niveau des résultats affichés (en valeur et en pourcentage).

1. L'évolution financière

1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière

1.1.1 Ensemble des actifs financiers

Au 31 décembre 2004, l'ensemble des actifs financiers recensés dans le département s'établit à 822,7 millions d'€ et affiche ainsi une progression de 6,4 % sur un an, soit un rythme de croissance un peu en retrait par rapport à celui observé au 31 décembre 2003 (+ 8,3 % en glissement annuel). La variation trimestrielle atteint + 3,5 % contre + 2 % au trimestre précédent. L'évolution annuelle doit toutefois être tempérée car elle est en partie liée au recensement des encours des contrats d'assurance-vie d'un établissement supplémentaire de la place depuis le 3^{ème} trimestre 2004 pour un montant de 6,6 millions d'€. A périmètre constant, la croissance est ramenée à + 5,5 % sur un an.

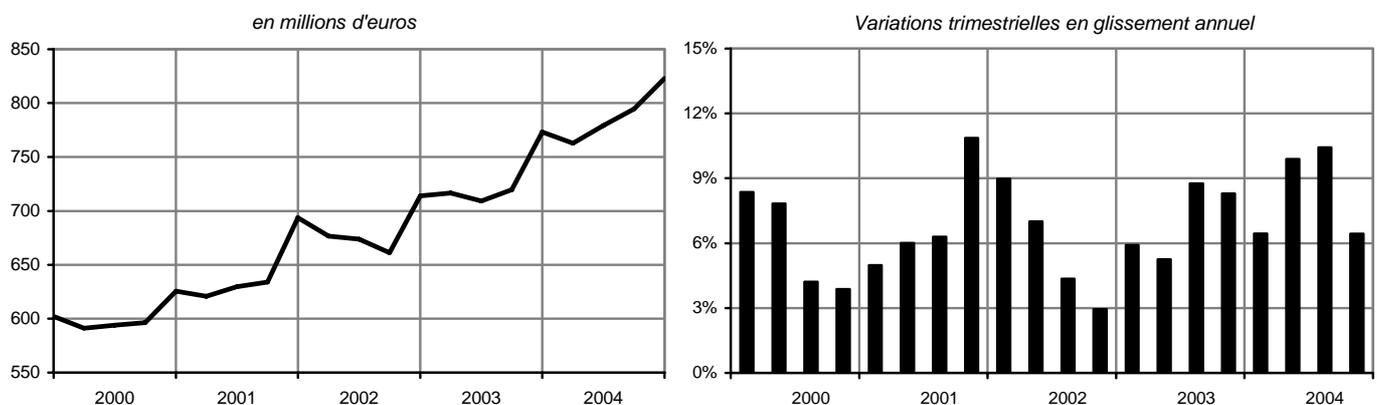
La croissance ainsi constatée concerne principalement les **entreprises**, dont l'encours total a progressé de 8 % sur une année (contre + 21,1 % en décembre 2003). Le rythme de croissance trimestriel enregistre également une hausse de 8,2 %.

La variation trimestrielle de l'épargne financière des **particuliers** s'est établie à + 2,5 % (contre - 0,2 % le trimestre précédent) et enregistre une hausse de 5,6 % sur un an. Hors l'élément exceptionnel mentionné ci-dessus, la croissance s'établit à + 4,3 %.

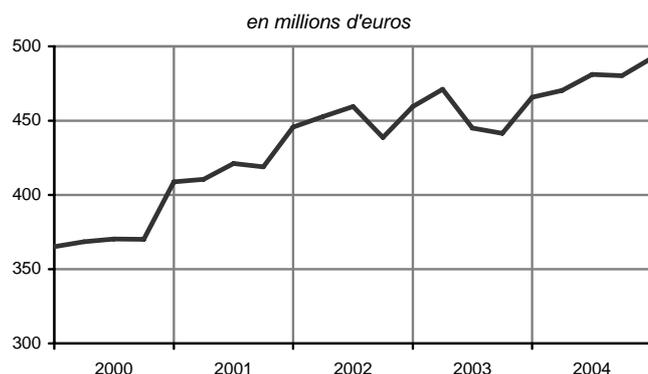
Composé à 76 % par l'encours des administrations privées, l'ensemble des actifs financiers des **autres agents économiques et de la clientèle diverse** a progressé de 6,2 % sur 12 mois contre + 19,7 % en décembre 2003.

Evolution des actifs financiers

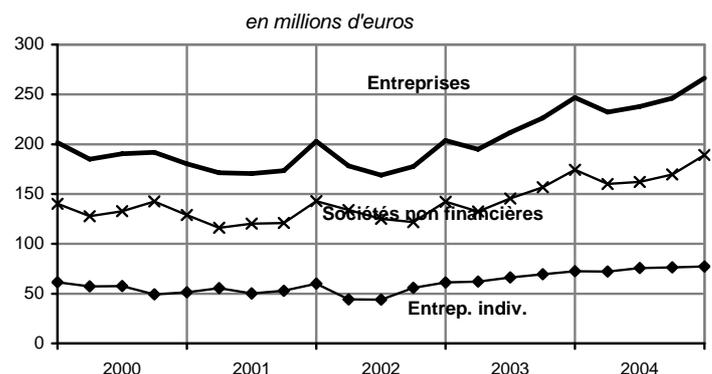
Ensemble des actifs financiers



Ensemble des actifs financiers des particuliers



Ensemble des actifs financiers des entreprises



1. L'évolution financière

Répartition des actifs financiers par catégorie de placement

Tableau 1

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Placements à long terme	Total
Montant en millions d'Euros				
Au 31 décembre 2004	395,6	256,7	170,4	822,7
Part en pourcentage	48,1%	31,2%	20,7%	100,0%
Au 31 décembre 2003				
Au 31 décembre 2003	378,7	243,8	150,6	773,0
Part en pourcentage	49,0%	31,5%	19,5%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 2

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Placements à long terme	Total
Variation 2004 / 2003				
- Montant en millions d'Euros	16,9	12,9	19,8	49,7
- En pourcentage	4,5%	5,3%	13,2%	6,4%
Variation 2003 / 2002				
- Montant en millions d'Euros	24,5	14,2	20,6	59,2
- En pourcentage	6,9%	6,2%	15,8%	8,3%

Répartition des actifs financiers par agent économique

Tableau 3

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 31 décembre 2004	492,1	77,2	189,2	64,2	822,7
Part en pourcentage	59,8%	9,4%	23,0%	7,8%	100,0%
Au 31 décembre 2003					
Au 31 décembre 2003	465,8	72,3	174,4	60,5	773,0
Part en pourcentage	60,3%	9,4%	22,6%	7,8%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 4

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	26,3	4,9	14,8	3,7	49,7
- En pourcentage	5,6%	6,8%	8,5%	6,2%	6,4%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	6,2	11,0	32,0	10,0	59,2
- En pourcentage	1,3%	18,0%	22,5%	19,7%	8,3%

1. L'évolution financière

1.1.2 Ensemble des dépôts¹

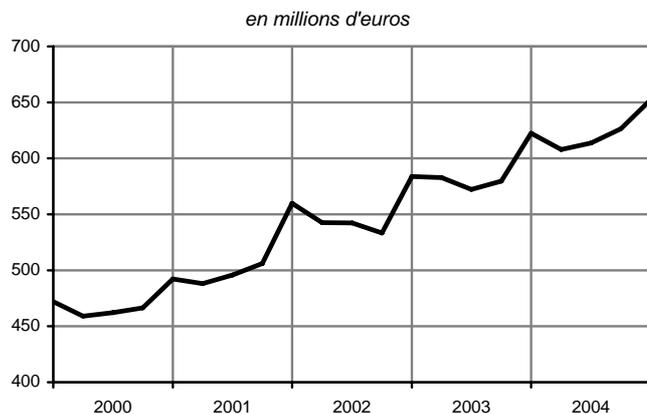
Composé à 61 % de dépôts à vue et à 39 % de placements liquides ou à court terme, l'ensemble des dépôts affiche une progression en glissement annuel de 4,8 %, et de 4,1 % sur le trimestre.

Sur un an, les autres agents économiques et la clientèle diverse enregistrent une croissance de 6,6 %, devant les entreprises (+ 5,6 %, dont + 6,7 % pour les sociétés non financières et + 3 % pour les entrepreneurs individuels) et les particuliers (+ 3,9 %).

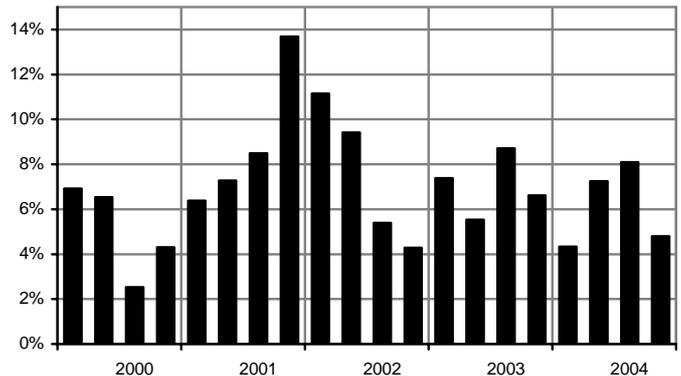
Sur un trimestre, les dépôts des autres agents économiques se sont contractés de 6 %, alors que les évolutions sont orientées à la hausse pour les entreprises (+ 10,3 % contre + 3,3 % le trimestre précédent, plus particulièrement pour les sociétés non financières + 13,7 %), et les particuliers (+ 2,2 %).

Evolution des dépôts

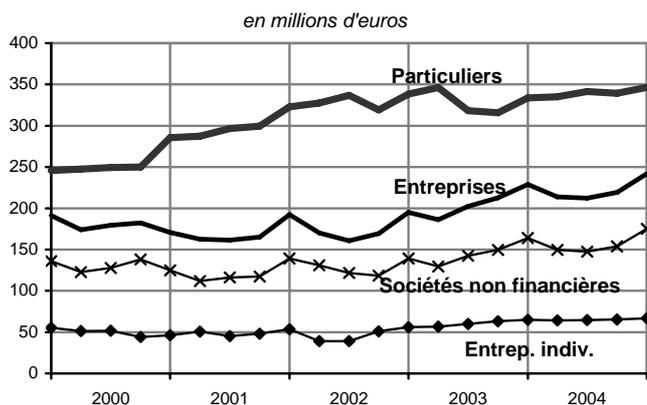
Ensemble des dépôts



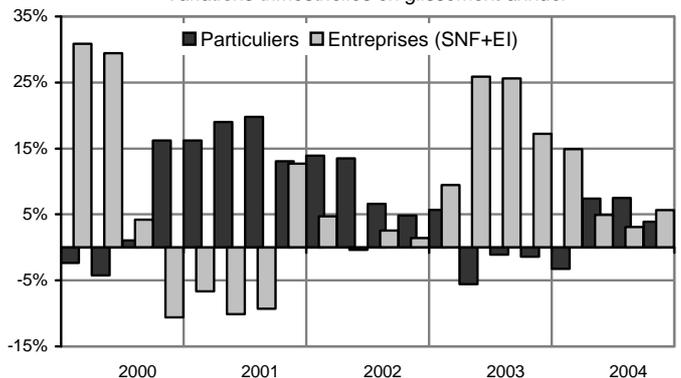
Variations trimestrielles en glissement annuel



Ensemble des dépôts des particuliers et des entreprises



Variations trimestrielles en glissement annuel



¹ Les dépôts recensés au nom des résidents sont répartis en fonction de la nature des opérations (dépôts à vue, placements liquides ou à court terme) et suivant les grands réseaux de collecte : établissements de crédit (banques AFB, banques mutualistes), d'une part, services financiers de La Poste et de la Caisse nationale d'épargne, d'autre part.

1. L'évolution financière

Répartition des dépôts par nature

Tableau 5

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Total
Montant en millions d'Euros			
Au 31 décembre 2004	395,6	256,7	652,3
Part en pourcentage	60,6%	39,4%	100,0%
Au 31 décembre 2003			
Au 31 décembre 2003	378,7	243,8	622,5
Part en pourcentage	60,8%	39,2%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 6

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Total
Variation 2004 / 2003			
- Montant en millions d'Euros	16,9	12,9	29,9
- En pourcentage	4,5%	5,3%	4,8%
Variation 2003 / 2002			
- Montant en millions d'Euros	24,5	14,2	38,7
- En pourcentage	6,9%	6,2%	6,6%

Répartition des dépôts par agent économique

Tableau 7

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 31 décembre 2004	346,7	66,8	174,9	63,9	652,3
Part en pourcentage	53,1%	10,2%	26,8%	9,8%	100,0%
Au 31 décembre 2003					
Au 31 décembre 2003	333,7	64,9	163,9	60,0	622,5
Part en pourcentage	53,6%	10,4%	26,3%	9,6%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 8

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	13,0	1,9	11,0	4,0	29,9
- En pourcentage	3,9%	3,0%	6,7%	6,6%	4,8%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	-4,7	8,9	24,8	9,7	38,7
- En pourcentage	-1,4%	15,8%	17,8%	19,3%	6,6%

1. L'évolution financière

1.1.3 Les dépôts à vue

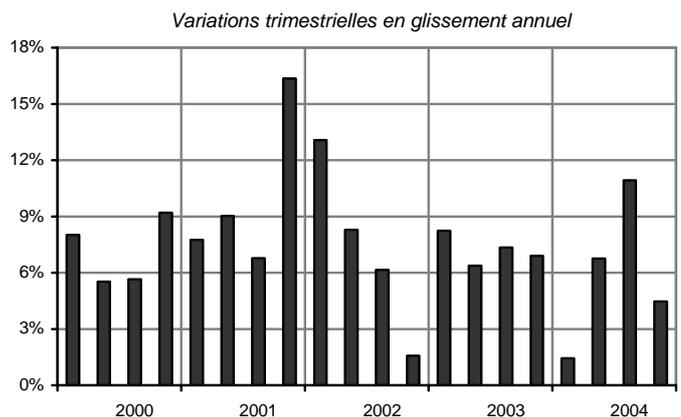
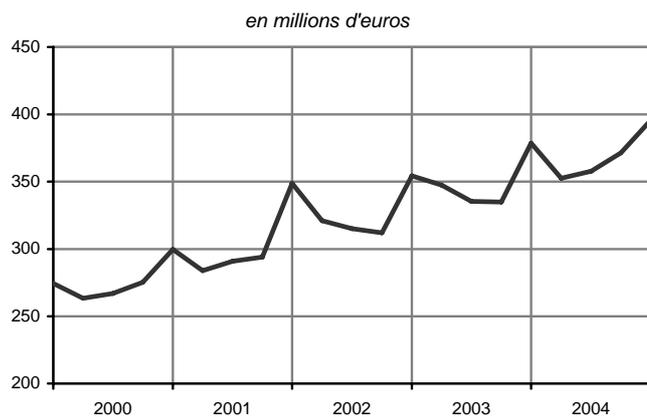
Au 31 décembre 2004, la progression annuelle des dépôts à vue est plus lente sur un an (+ 4,5 %, contre + 6,9 % au 31 décembre 2003), mais également par rapport au trimestre dernier.

Tous les agents économiques ont contribué à cette évolution, la meilleure performance revenant aux Autres agents économiques (+ 10,2 %), et plus particulièrement aux Administrations privées (+ 23 %), devant les Particuliers (+ 4 %) et les Entreprises (+ 3,5 %).

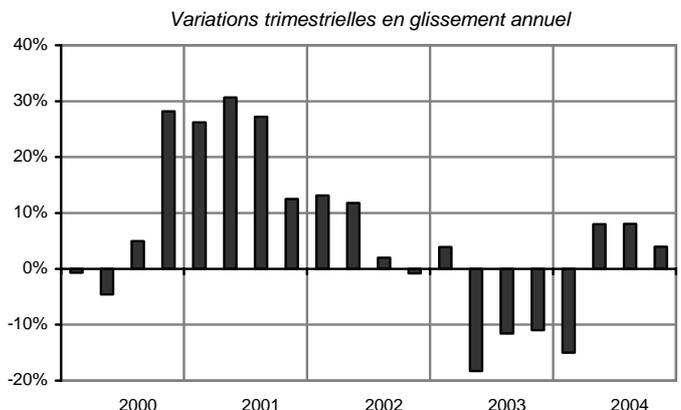
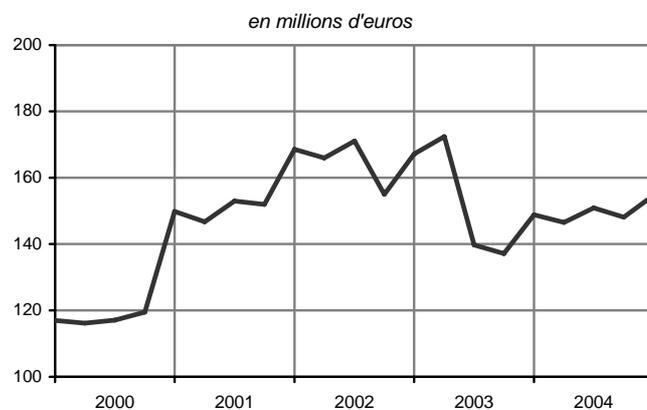
Sur trois mois, les dépôts à vue ont progressé de façon significative (+ 6,5 %). Cette évolution est le résultat d'une hausse des dépôts à vue des Entreprises (+ 11,8 %), concentrée sur les Sociétés non financières (+ 15,4 %) alors qu'une progression plus modeste est enregistrée pour les Entrepreneurs individuels (+ 2,8 %), et les Particuliers (+ 4,5 %). En revanche, un repli de 5 % est observé pour les Autres agents économiques et la clientèle diverse.

Evolution des dépôts à vue

Ensemble des dépôts à vue



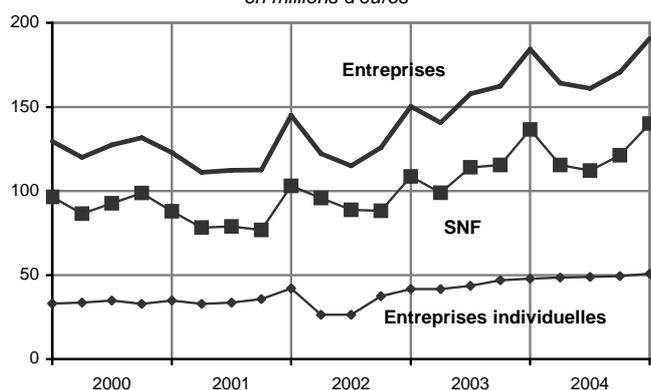
Ensemble des dépôts à vue détenus par les particuliers



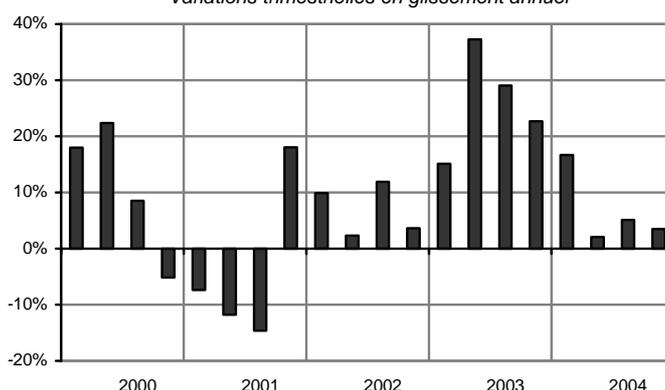
1. L'évolution financière

Ensemble des dépôts à vue détenus par les entreprises

en millions d'euros

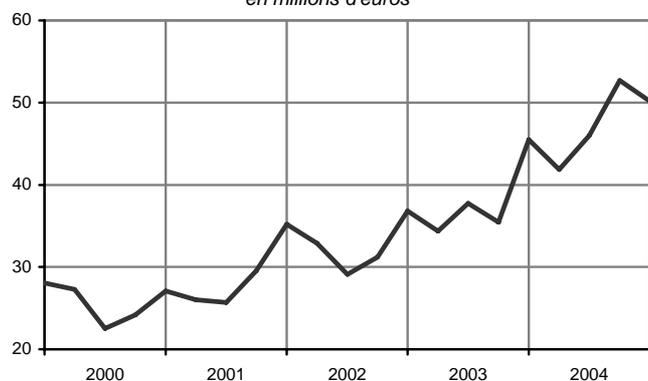


Variations trimestrielles en glissement annuel

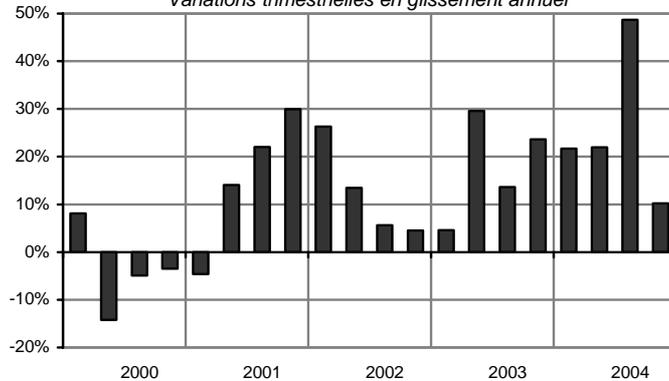


Ensemble des dépôts à vue détenus par les autres agents et la clientèle diverse

en millions d'euros



Variations trimestrielles en glissement annuel



Répartition des dépôts à vue par agent économique

Tableau 9

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 31 décembre 2004	154,7	50,7	140,0	50,2	395,6
Part en pourcentage	39,1%	12,8%	35,4%	12,7%	100,0%
Au 31 décembre 2003					
	149	48	137	46	379
Part en pourcentage	39,3%	12,6%	36,1%	12,0%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 10

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	5,9	2,9	3,5	4,7	16,9
- En pourcentage	4,0%	6,1%	2,5%	10,2%	4,5%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	-18,4	6,1	28,0	8,7	24,5
- En pourcentage	-11,0%	14,6%	25,8%	23,6%	6,9%

1. L'évolution financière

1.1.4 Placements liquides ou à court terme²

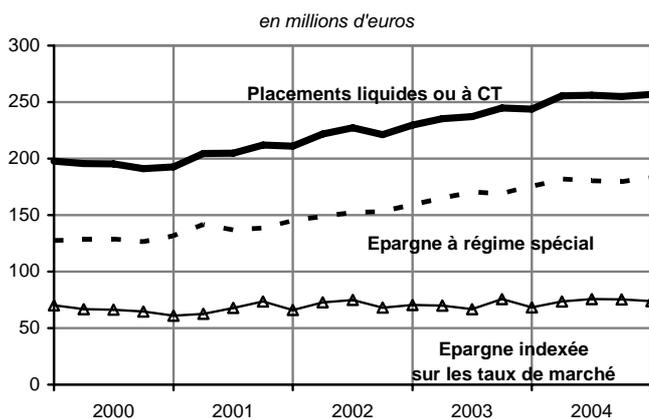
Les placements liquides ou à court terme ont progressé de 5,3 % sur un an, soit à un rythme légèrement plus faible que celui observé au 31 décembre 2003 (+ 6,2 %). Cette décélération s'explique par un net ralentissement de la progression des **comptes d'épargne à régime spécial** qui a été divisée par deux en l'espace d'une année (+ 9,8 % en fin d'année 2003 contre + 4,9 % au 31 décembre 2004). En revanche, les **placements indexés sur les taux du marché monétaire** enregistrent un rythme de croissance annuel de 6,2 % contre - 1,5 % un an plus tôt.

Cette moindre croissance des comptes d'épargne à régime spécial s'explique par un ralentissement de même ampleur des comptes sur livrets (+ 9,4 % à 4,2 % en décembre 2004). Ces derniers représentent 87,2 % du total de l'épargne à régime spécial. Cette évolution se décompose en + 2,2 % pour les Livrets A, + 5,6 % pour les Livrets bleus, + 17,6 % pour les LEP (qui bénéficient de conditions de rémunération attractives) et + 7,6 % pour les CODEVI. Les comptes d'épargne-logement ont pour leur part progressé de 9,8 %.

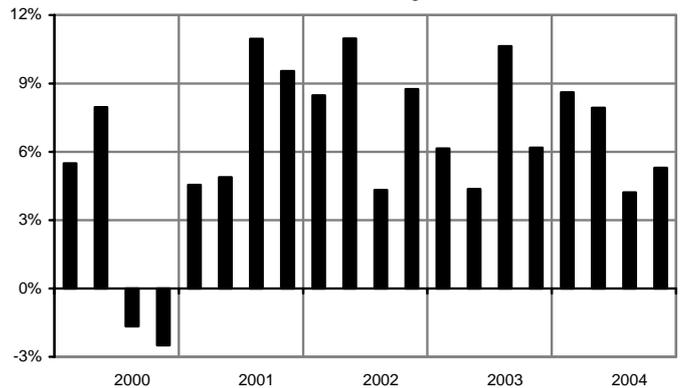
L'évolution des placements indexés sur les taux du marché monétaire au 4^{ème} trimestre 2004 (+ 6,2 %) provient, d'une part, de la forte hausse des certificats de dépôt (+ 83,9 %) après un repli de 74,5 % en décembre 2003 et, d'autre part, d'une reprise de la souscription d'OPCVM monétaires (+ 33,2 %), notamment par les sociétés non financières.

Evolution des placements liquides ou à court terme

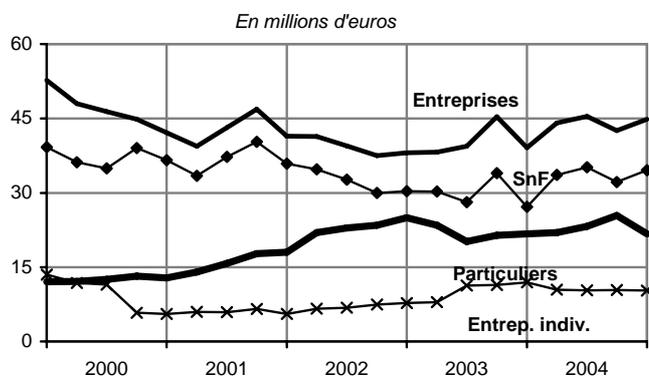
Ensemble des placements liquides ou à court terme



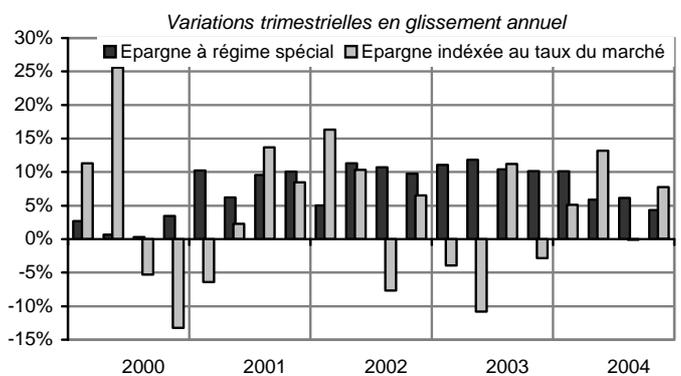
Variations trimestrielles en glissement annuel



Placements indexés sur les taux de marché par agents



Evolution des placements liquides ou à court terme



² Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (Livrets A, livrets ordinaires, livrets bleus, livrets d'épargne populaire, comptes de développement industriel, livrets jeunes, comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (Dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts, OPCVM monétaires).

1. L'évolution financière

Répartition des placements liquides / à court terme par catégorie de placement

Tableau 11

	Comptes sur livrets	Comptes d'épargne-logement	Dépôts à terme	Bons de caisse	Certificats de dépôt	OPCVM monétaires	Total
Montant en millions d'Euros							
Au 31 décembre 2004	157,0	23,0	49,1	0,1	1,5	25,9	256,7
Part en pourcentage	61,1%	9,0%	19,1%	0,1%	0,6%	10,1%	100,0%
Au 31 décembre 2003							
Au 31 décembre 2003	150,6	21,0	51,7	0,2	0,8	19,5	243,8
Part en pourcentage	61,8%	8,6%	21,2%	0,1%	0,3%	8,0%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 12

	Comptes sur livrets	Comptes d'épargne-logement	Dépôts à terme	Bons de caisse	Certificats de dépôt	OPCVM monétaires	Total
Variation 2004 / 2003							
- Montant en millions d'Euros	6,4	2,0	-2,6	-0,1	0,7	6,5	12,9
- En pourcentage	4,2%	9,8%	-5,0%	-29,5%	83,9%	33,2%	5,3%
Variation 2003 / 2002							
- Montant en millions d'Euros	12,4	2,9	0,0	0,1	-2,4	1,3	14,2
- En pourcentage	9,0%	15,9%	-0,1%	41,8%	-74,5%	7,2%	6,2%

Répartition des placements liquides / à court terme par agent économique

Tableau 13

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 31 décembre 2004	192,0	16,1	34,9	13,7	256,7
Part en pourcentage	74,8%	6,3%	13,6%	5,4%	100,0%
Au 31 décembre 2003					
Au 31 décembre 2003	184,9	17,1	27,4	14,5	243,8
Part en pourcentage	75,8%	7,0%	11,2%	5,9%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 14

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	7,1	-1,0	7,5	-0,7	12,9
- En pourcentage	3,8%	-5,8%	27,5%	-4,9%	5,3%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	13,7	2,8	-3,2	1,0	14,2
- En pourcentage	8,0%	19,3%	-10,5%	7,3%	6,2%

1. L'évolution financière

1.1.5 Epargne à long terme³

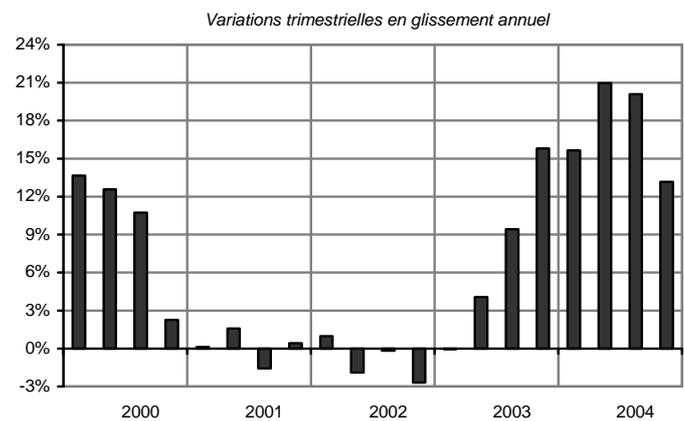
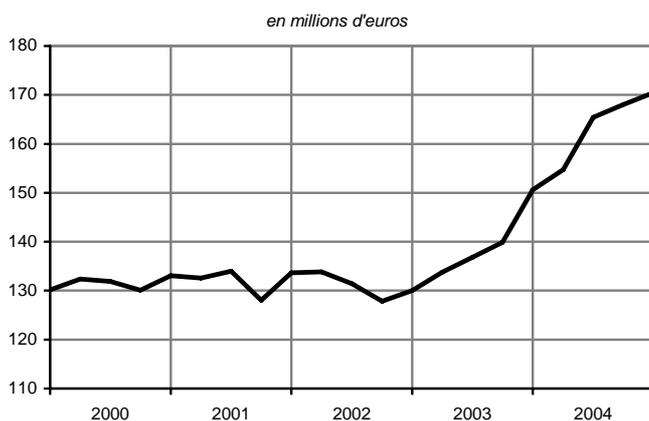
Sur un an, l'encours total de l'épargne à long terme enregistre une progression de 13,2 %. Les particuliers (85,3 % du total), principaux souscripteurs de ce type d'épargne, contribuent fortement à l'évolution observée avec une croissance de 10,1 %. La forte progression de l'épargne à long terme des entreprises (+ 37,6 %) contribue également à la performance globale. La croissance sur un an de l'épargne à long terme doit toutefois être tempérée car cette évolution est en partie liée au recensement de 6,6 millions d'€ de contrats d'assurance-vie depuis le 3^{ème} trimestre 2004. Hors cet effet de base, la croissance s'établit à + 8,8 %.

Cette croissance est liée à la progression des autres actifs, qui regroupent pour l'essentiel les contrats d'assurance-vie, (+ 46,1 %, mais + 18,2 %, hors élément exceptionnel décrit ci-dessus) au 4^{ème} trimestre 2004.

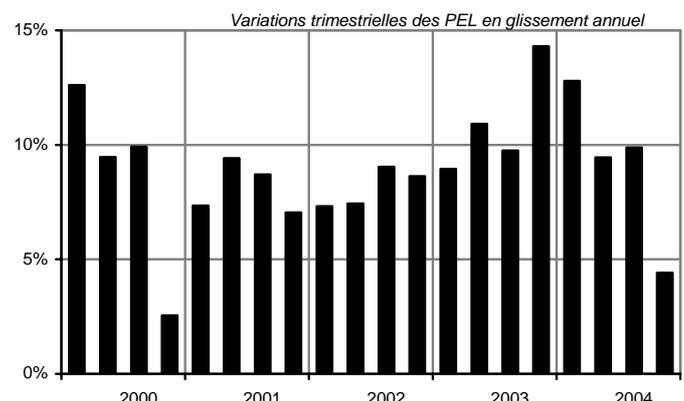
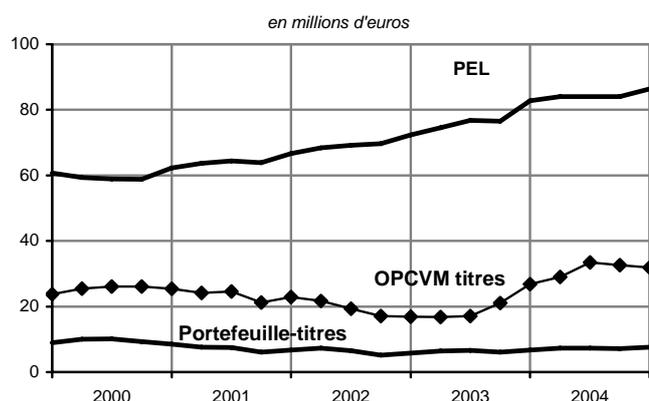
Les portefeuilles titres et les OPCVM non monétaires augmentent respectivement de 13,4 % et 19,2 %, grâce à la hausse des marchés financiers depuis un an. Les Plans d'épargne-logement enregistrent une hausse de 4,4 %, mais cette croissance a toutefois été divisée par 3 sur un an.

Evolution de l'épargne à long terme

Ensemble des placements à long terme



Evolution des placements à long terme



³ La collecte des statistiques concernant l'épargne à long terme est imparfaite et affecte les résultats et l'analyse. Les chiffres présentés ci-après n'incluent en effet que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne tiennent pas compte des données relatives aux contrats souscrits auprès des compagnies d'assurance ni des portefeuilles titres en compte dans les établissements métropolitains. Les données obtenues permettent néanmoins d'estimer les montants investis par les résidents en Guyane sous forme de placements longs.

1. L'évolution financière

Répartition de l'épargne à long terme par catégorie de placement

Tableau 15

	Portefeuille-titres (actions et obligations)	OPCVM titres (non monétaires)	Plans d'épargne- logement et plans d'épargne populaire	Autres actifs	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 31 décembre 2004	7,6	31,9	96,8	34,1	170,4
Part en pourcentage	4,4%	18,7%	56,8%	20,0%	100,0%
Au 31 décembre 2003					
Au 31 décembre 2003	6,7	26,8	93,8	23,3	150,6
Part en pourcentage	4,4%	17,8%	62,3%	15,5%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 16

	Portefeuille-titres (actions et obligations)	OPCVM titres (non monétaires)	Plans d'épargne- logement et plans d'épargne populaire	Autres actifs	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	0,9	5,1	3,0	10,8	19,8
- En pourcentage	13,4%	19,2%	-1,2%	46,1%	13,2%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	0,9	9,9	10,4	-0,6	20,6
- En pourcentage	15,5%	58,3%	14,6%	-2,5%	15,8%

Répartition de l'épargne à long terme par agent économique

Tableau 17

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 31 décembre 2004	145,4	10,4	14,2	0,3	170,4
Part en pourcentage	85,3%	6,1%	8,4%	0,2%	100,0%
Au 31 décembre 2003					
Au 31 décembre 2003	132,1	7,4	10,5	0,6	150,6
Part en pourcentage	87,7%	4,9%	7,0%	0,4%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 18

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	13,3	3,0	3,8	-0,2	19,8
- En pourcentage	10,1%	40,1%	35,8%	-37,9%	13,2%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	10,9	2,2	7,2	0,3	20,6
- En pourcentage	9,0%	41,6%	221,9%	87,5%	15,8%

1. L'évolution financière

1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière

Cette partie analyse d'abord l'ensemble des prêts consentis aux agents économiques par les établissements de crédit et assimilés (y compris La Poste), puis distingue les concours consentis par les établissements locaux et par ceux consentis par les établissements non installés localement.

1.2.1 Ensemble des concours consentis

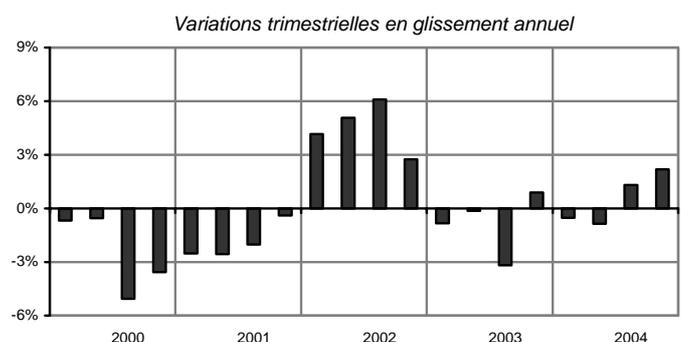
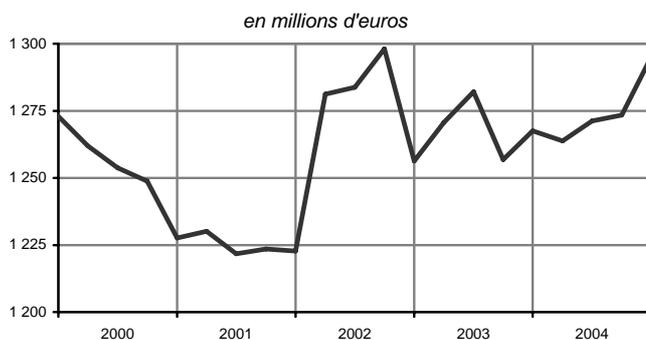
Au 31 décembre 2004, l'**encours global de crédit** distribué en Guyane s'inscrit en hausse de 2,2 % sur un an. L'**encours sain** progresse également de 4,3 % en glissement annuel, grâce à la croissance des crédits à l'équipement (+ 10,1 %) et des crédits à l'habitat (+ 1,7 %), qui représentent respectivement 22 % et 54 % du total, ainsi qu'à celle des crédits de trésorerie (+ 8,5 %) et des créances commerciales (+ 5,2 %). L'évolution des **créances douteuses** (- 11,8 % sur un an) confirme l'assainissement progressif des portefeuilles de crédits, le taux de créances douteuses ayant perdu 1,8 point sur un an pour s'établir à 11,4 %.

La progression annuelle de l'encours sain des crédits consentis aux **entreprises**, de 4,6 % en moyenne depuis décembre 2001, a fortement ralenti depuis le début de l'année 2004 pour s'établir à + 2,4 % au 31 décembre. Ce ralentissement provient des concours consentis aux sociétés non financières (+ 2,0 % contre + 3,4 % en décembre 2003), et plus particulièrement des crédits à l'habitat (+ 2,5 % contre + 5,2 %), alors que les entreprises individuelles enregistrent une accélération (+ 8,5 % contre - 0,5 %). Sur un an, le risque "entreprises" s'améliore, le taux de créances douteuses perdant 1,5 point à 16,5 %.

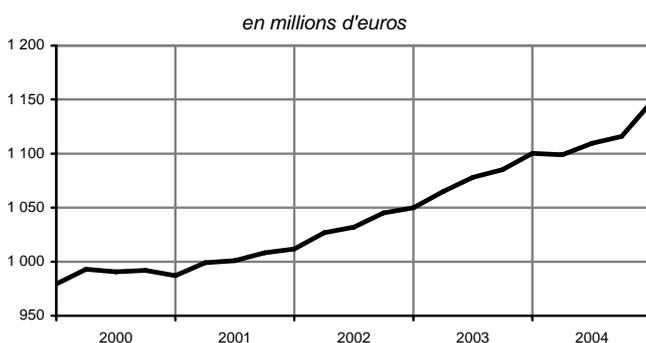
L'encours sain des **particuliers** a nettement ralenti à + 0,9 % sur un an contre + 6,4 % en décembre 2003. Ce ralentissement s'explique par un repli des encours de crédits à l'habitat (- 0,9 %), qui représentent 70 % de leurs encours sain, partiellement compensé par une progression de 4,8 % des crédits de trésorerie. Sur un an, le risque "particuliers" diminue de 2,7 points pour s'établir à 7,0 %.

Evolution des concours consentis par les établissements de crédit

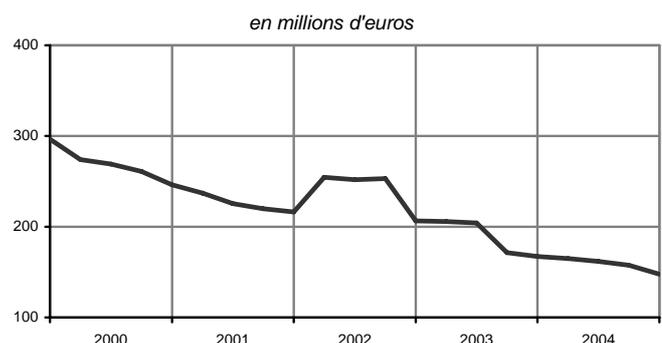
Ensemble des concours consentis par les établissements de crédit



Encours de crédits sains



Encours douteux



1. L'évolution financière

Concours consentis par les établissements de crédit par catégories de crédits

Tableau 19

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Total
Montant en millions d'Euros							
Au 31 décembre 2004	100,7	6,8	279,5	703,7	147,6	57,0	1 295,3
Part en pourcentage	7,8%	0,5%	21,6%	54,3%	11,4%	4,4%	100,0%
Au 31 décembre 2003							
Au 31 décembre 2003	92,8	6,5	253,9	692,2	167,3	54,9	1 267,5
Part en pourcentage	7,3%	0,5%	20,0%	54,6%	13,2%	4,3%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 20

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Total
Variation 2004 / 2003							
- Montant en M d'Euros	7,9	0,3	25,6	11,5	-19,7	2,1	27,8
- En pourcentage	8,5%	4,6%	10,1%	1,7%	-11,8%	3,8%	2,2%
Variation 2003 / 2002							
- Montant en M d'Euros	5,8	0,3	13,5	32,6	-39,1	-1,8	11,3
- En pourcentage	6,7%	5,0%	5,6%	4,9%	-18,9%	-3,3%	0,9%

Concours consentis par les établissements de crédit par agents économiques

Tableau 21

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents économiques	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 31 décembre 2004	292,7	51,8	709,1	234,8	1 295,3
Part en pourcentage	22,6%	4,0%	54,7%	18,1%	100,0%
Au 31 décembre 2003					
Au 31 décembre 2003	298,8	52,7	704,2	205,4	1 267,5
Part en pourcentage	23,6%	4,2%	55,6%	16,2%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 22

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents économiques	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en M d'Euros	-6,1	-0,9	4,9	29,4	27,8
- En pourcentage	-2,0%	-1,7%	0,7%	14,3%	2,2%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en M d'Euros	11,4	-7,6	-5,9	13,2	11,3
- En pourcentage	4,0%	-12,6%	-0,8%	6,8%	0,9%

1. L'évolution financière

1.2.2 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

Au 31 décembre 2004, l'**encours global de crédit** consenti par les établissements locaux est en diminution en glissement annuel de 0,7 % et s'établit à 524,1 millions d'€ La baisse tend toutefois à ralentir depuis le troisième trimestre 2004 par rapport aux trimestres précédents.

En revanche, le rythme de croissance annuelle des **crédits sains** est resté bien orienté (+ 4,5 % contre + 5,0 % un an auparavant, et + 0,7 % sur le trimestre). Cette évolution est liée à la croissance de l'encours des crédits à l'habitat (+ 6,3 % contre + 11,7 % au 31 décembre 2003) et des crédits de trésorerie (+ 9,1 % contre + 7,8 %). En revanche, les crédits à l'équipement (- 6,5 %) poursuivent leur contraction entamée il y a plus de trois ans. Les créances commerciales progressent à nouveau (+ 5,2 % contre + 5,0 %), de même que les autres crédits (+ 9,9 % contre + 0,3 %).

L'**encours douteux** a baissé de 14,0 % sur un an et de 6,3 % sur le trimestre. Le taux de créances douteuses (24,4 %) perd ainsi 3,8 points sur un an.

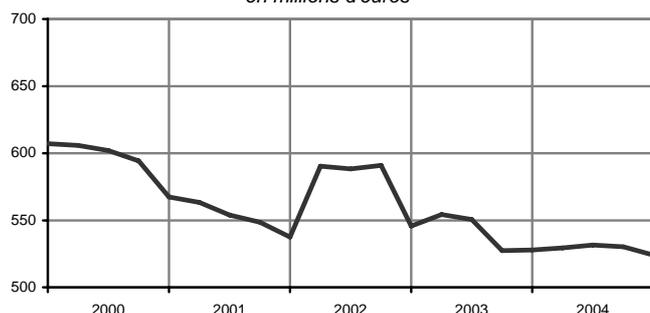
Les principales composantes de l'endettement des **particuliers** du département ont progressé en glissement annuel : + 4,1 % pour les crédits à l'habitat et + 5,8 % pour les crédits de trésorerie. Le rythme de croissance des crédits à l'habitat a toutefois été divisé par plus de 2 sur un trimestre. Leur encours sain a ainsi augmenté de 4,8 % sur un an et de 1,3 % sur le trimestre. Enfin, le taux de créances douteuses s'établit à 5,9 %, en baisse de 2,8 points sur un an.

Après son repli au 1^{er} trimestre, l'encours sain des **entreprises** confirme la reprise observée aux deux trimestres précédents (+ 5,0 % sur un an, dont + 4,0 % pour les sociétés non financières et + 8,1 % pour les entrepreneurs individuels). Ce rebond provient principalement des crédits de trésorerie (+ 24,6 %), des crédits à l'habitat (+ 13,9 %), des créances commerciales (+ 5,2 %) et des autres crédits (+ 8,5 %). En revanche, après un redressement au trimestre précédent, les crédits à l'équipement fléchissent de nouveau (- 3,8 %). Sur un an, l'encours compromis déclaré sur les entreprises recule de 11,5 %, le taux de créances douteuses reculant de 4,1 points à 39,5 % (44,5 % pour les sociétés non financières et 15,7 % pour les entreprises individuelles).

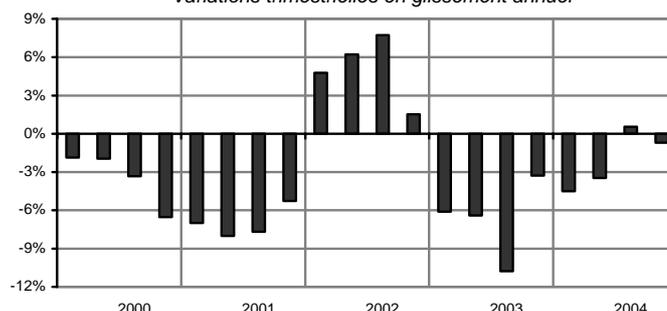
Evolution des concours consentis par les EC locaux

Ensemble des concours consentis par les établissements de crédit locaux

en millions d'euros

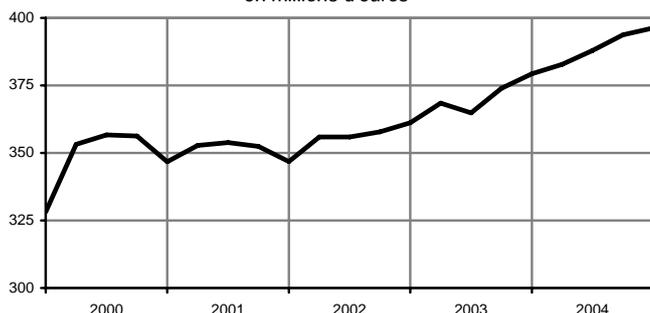


Variations trimestrielles en glissement annuel



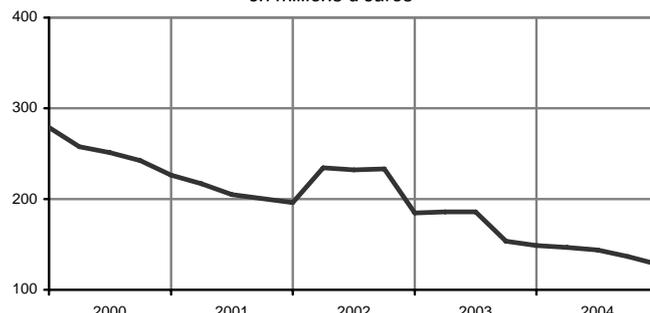
Encours de crédits sains des EC locaux

en millions d'euros



Encours douteux

en millions d'euros



1. L'évolution financière

Concours consentis par catégories de crédits (EC locaux)

Tableau 23

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Total
Montant en millions d'Euros							
Au 31 décembre 2004	88,4	6,8	77,8	173,5	127,9	49,7	524,1
Part en pourcentage	16,9%	1,3%	14,8%	33,1%	24,4%	9,5%	100,0%
Au 31 décembre 2003							
Au 31 décembre 2003	81,1	6,5	83,3	163,2	148,6	45,2	527,9
Part en pourcentage	15,4%	1,2%	15,8%	30,9%	28,1%	8,6%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 24

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Total
Variation 2004 / 2003							
- Montant en M d'Euros	7,3	0,3	-5,5	10,3	-20,7	4,5	-3,8
- En pourcentage	9,0%	4,6%	-6,6%	6,3%	-13,9%	10,0%	-0,7%
Variation 2003 / 2002							
- Montant en M d'Euros	5,8	0,3	-5,4	17,2	-35,9	0,1	-17,9
- En pourcentage	7,8%	5,0%	-6,1%	11,7%	-19,5%	0,3%	-3,3%

Concours consentis par agents économiques (EC locaux)

Tableau 25

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 31 décembre 2004	224,8	50,7	239,1	9,5	524,1
Part en pourcentage	42,9%	9,7%	45,6%	1,8%	100,0%
Au 31 décembre 2003					
Au 31 décembre 2003	221,1	51,8	244,5	10,4	527,9
Part en pourcentage	41,9%	9,8%	46,3%	2,0%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 26

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en M d'Euros	3,7	-1,1	-5,4	-0,9	-3,8
- En pourcentage	1,7%	-2,1%	-2,2%	-8,7%	-0,7%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en M d'Euros	13,3	-8,0	-20,0	-3,2	-17,9
- En pourcentage	6,4%	-13,4%	-7,6%	-23,4%	-3,3%

1. L'évolution financière

1.2.3 Concours consentis par les établissements de crédit non installés localement

Ces établissements interviennent principalement dans le financement de l'habitat (69 %), notamment social (60 %), et celui de l'équipement (26 %), plus particulièrement des collectivités locales (19 %).

Sur un an, l'encours sain progresse de 4,2 %, soit à un rythme en forte accélération par rapport à celui observé depuis le début de l'année. Cette hausse est alimentée par la croissance des crédits à l'équipement (+ 18,2 % en décembre 2004 contre + 12,5 % en décembre 2003) alors que les crédits à l'habitat stagnent (+ 0,2 % contre + 3,0 % en décembre 2003). Sur le trimestre, le taux de croissance de l'encours sain atteint + 4,0 %.

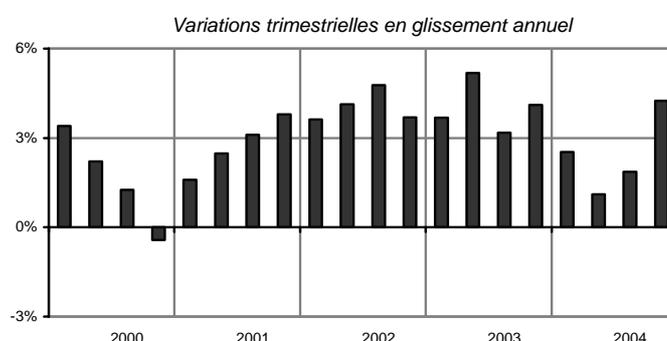
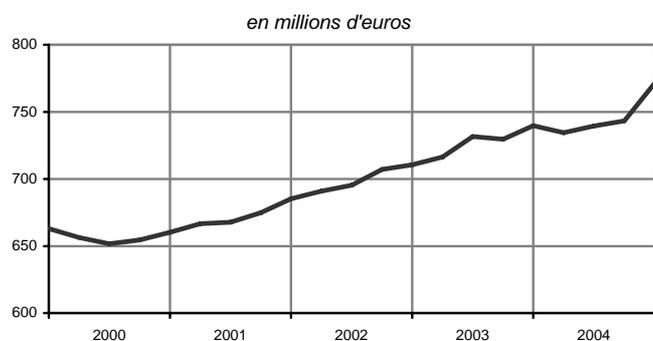
L'encours sain des **entreprises** progresse sur un an (+ 1,5 %) et sur le trimestre (+ 1,4 %). Son évolution est fortement corrélée à celle des crédits à l'habitat accordés aux sociétés non financières (+ 2,1 % sur un an contre + 4,2 % en décembre 2003). Le risque "entreprises" semble bien maîtrisé (+ 2,6 %) et n'évolue pas sur le trimestre, après la forte hausse au trimestre précédent.

Les **particuliers**, qui ne mobilisent que 8,8 % du total des crédits sains, sont les agents sur lesquels le risque est le plus fort avec un taux de créances douteuses de 10,6 %, en baisse toutefois de 1,8 point sur un an. Leur encours sain a diminué de 10,8 % sur l'année avec les crédits à l'habitat (- 12,8 %) et, de façon plus marginale, les crédits de trésorerie (- 1,0 %).

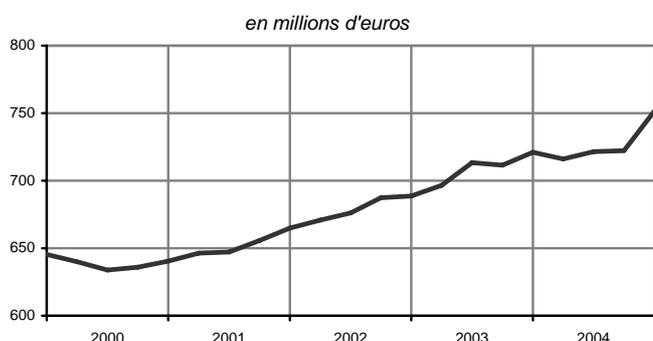
Enfin, les crédits à l'équipement en faveur des **administrations publiques locales**, qui représentent 65 % des encours sains en faveur des **autres agents économiques**, ont augmenté de 7 % sur un an.

Evolution des concours consentis (EC non installés localement)

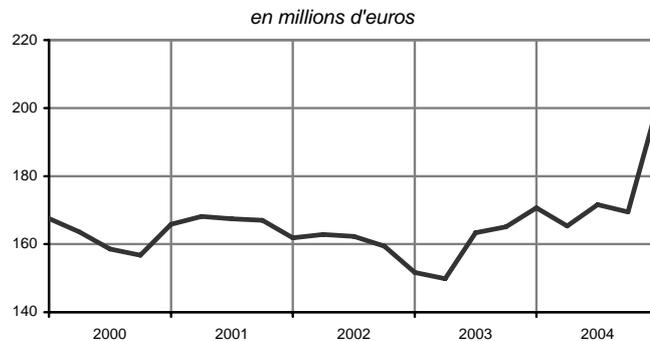
Ensemble des concours consentis par les établissements de crédit non installés localement



Encours sain



Crédits à l'équipement



1. L'évolution financière

Concours consentis par catégories de crédits (EC non installés localement)

Tableau 27

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Total
Montant en millions d'Euros							
Au 31 décembre 2004	12,2	0,0	201,7	530,2	19,7	7,3	771,1
Part en pourcentage	1,6%	-	26,2%	68,8%	2,6%	0,9%	100,0%
Au 31 décembre 2003							
Au 31 décembre 2003	11,4	0,0	165,3	529,9	18,4	9,5	739,7
Part en pourcentage	1,5%	-	22,3%	71,6%	2,5%	1,3%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 28

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Total
Variation 2004 / 2003							
- Montant en M d'Euros	0,8	-	36,4	0,3	1,3	-2,2	31,4
- En pourcentage	7,2%	-	22,0%	0,1%	7,1%	-23,2%	4,3%
Variation 2003 / 2002							
- Montant en M d'Euros	0,0	-	19,0	15,4	-3,2	-2,0	29,2
- En pourcentage	-	-	12,5%	3,0%	-14,6%	-17,0%	4,1%

Concours consentis par agents économiques (EC non installés localement)

Tableau 29

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total	
Montant en millions d'Euros						
Au 31 décembre 2004		67,9	1,3	476,6	225,3	771,1
Part en pourcentage		8,8%	0,2%	61,8%	29,2%	100,0%
Au 31 décembre 2003						
Au 31 décembre 2003		77,7	1,0	466,1	194,9	739,7
Part en pourcentage		10,5%	0,1%	63,0%	26,3%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 30

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total	
Variation 2004 / 2003						
- Montant en M d'Euros		-9,8	0,3	10,5	30,4	31,4
- En pourcentage		-12,6%	30,0%	2,3%	15,6%	4,3%
Variation 2003 / 2002						
- Montant en M d'Euros		-2,0	-0,1	14,9	16,3	29,2
- En pourcentage		-2,5%	-7,8%	3,3%	9,2%	4,1%

1. L'évolution financière

1.3 Position extérieure nette du système bancaire local

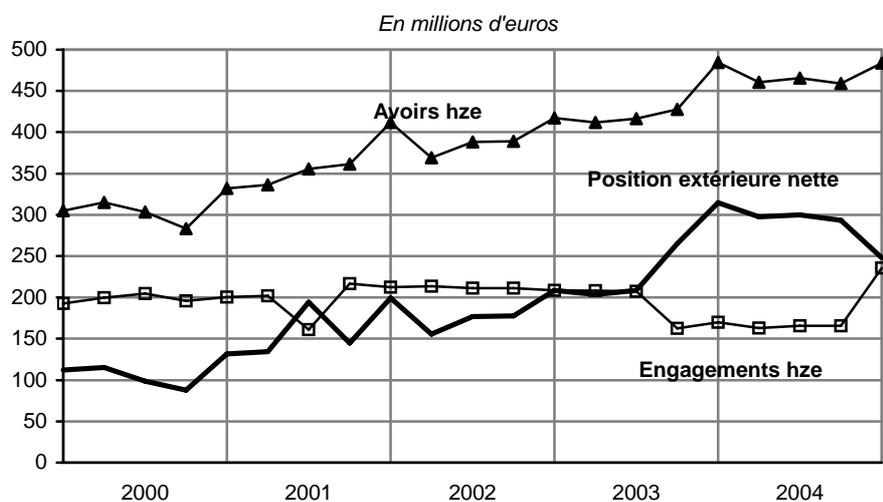
Tableau 31

Avoirs extérieurs des établissements de crédit locaux		Engagements extérieurs des établissements de crédit locaux		Position extérieure nette du système bancaire local	
(A)		(B)		(A) - (B)	
2003	2004	2003	2004	2003	2004

Montant en millions d'Euros	484,4	483,7	169,9	235,6	314,5	248,1
-----------------------------	-------	-------	-------	-------	-------	-------

La position extérieure nette du système bancaire local se définit comme la différence entre les avoirs et les engagements hors du département des établissements de crédit locaux.

Le système bancaire guyanais présente une position extérieure nette structurellement excédentaire, l'épargne collectée étant largement supérieure aux crédits octroyés. Les établissements guyanais sont en effet, dans l'ensemble, prêteurs sur le marché interbancaire, principalement via leurs maisons mères. Entre le 31 décembre 2003 et le 31 décembre 2004, la position extérieure nette du système bancaire local s'est toutefois contractée de 21 % (- 45,3 millions d'€), en liaison avec une forte hausse des engagements extérieurs (+ 39 %).



1. L'évolution financière

1.4 L'enquête auprès des Etablissements de Crédit et assimilés en Guyane au 1^{er} trimestre 2005

Les dirigeants des établissements de crédit interrogés par l'IEDOM témoignent pour le 1er trimestre 2005 d'une opinion stable et bien orientée par rapport au trimestre précédent concernant les dépôts. Cet optimisme se poursuit pour le 2^{ème} trimestre 2005.

S'agissant des encours consentis aux entreprises, les opinions sont en dégradation, le solde demeurant toutefois positif pour les crédits d'équipement contrairement à celui portant sur les crédits d'exploitation. Les perspectives pour le 2^{ème} trimestre 2005 sont mieux orientées, une reprise étant anticipée tant pour les crédits d'équipement que pour les crédits d'exploitation.

Le ralentissement d'activité sur les crédits à l'habitat anticipé depuis deux trimestres s'est finalement produit. Ce ralentissement touche également les crédits à la consommation, ce qui n'était en revanche pas anticipé au trimestre précédent. Le 2^{ème} trimestre 2005 devrait se traduire par une reprise du marché des crédits des particuliers, mais sans retrouver la dynamique du 2^{ème} semestre 2004.

Dans un contexte de ralentissement de la production de crédit, l'opinion des dirigeants concernant leur produit net bancaire marque le pas, malgré une opinion positive concernant le commissionnement. Les opinions sur les charges d'exploitation se sont nettement améliorées, leur solde revenant au niveau de la ligne d'équilibre. Il en est de même pour le coût du risque, le solde d'opinions passant même en territoire positif. Ces différents éléments encourageants ne sont toutefois pas suffisants pour compenser le ralentissement du PNB qui conduit à une baisse du Résultat net.

Les prévisions pour le 2^{ème} trimestre 2005 font état de la poursuite du ralentissement du PNB, lié à celui du commissionnement, d'une dégradation des charges d'exploitations mais d'une franche amélioration du coût du risque, qui devrait soutenir le résultat net.

Le climat social est jugé stable en ce début d'année 2005 et ne devrait pas évoluer significativement.

Enfin, l'environnement économique est perçu en dégradation et les prévisions pour le 2^{ème} trimestre 2005 restent mal orientées, bien qu'en légère amélioration.

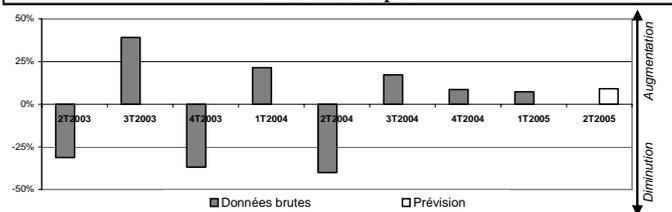
Méthodologie de l'enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès de l'ensemble des dirigeants des établissements de crédit et assimilés de la place, est réalisée trimestriellement (7 établissements sont concernés).

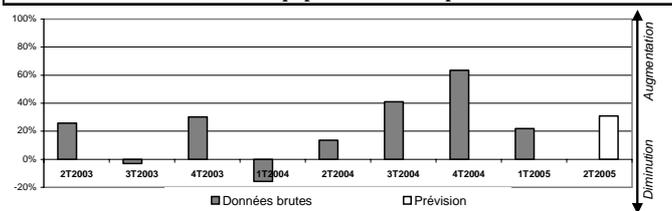
Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir des évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux marchés de prêts et des opinions relatives à des situations (PNB, commissions, charges d'exploitations, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question la pondération est effectuée par les encours de crédit ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des informateurs qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des informateurs jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

Résultats de l'enquête auprès des Etablissements de Crédit et assimilés

Collecte des dépôts



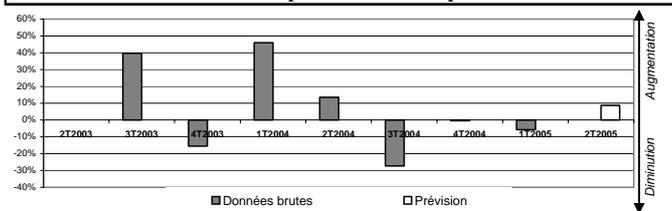
Crédits d'équipement aux entreprises



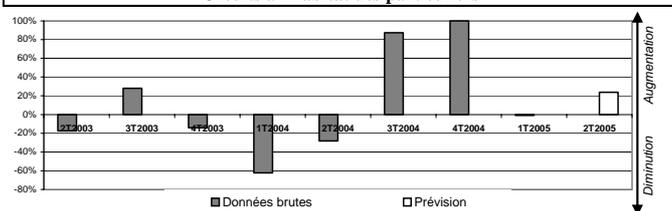
Soldes d'opinions des dirigeants

(BFCAG, BNP, FCMAG, BRED-BP, CRCAMM, CMG, SOFIAG, La Poste)

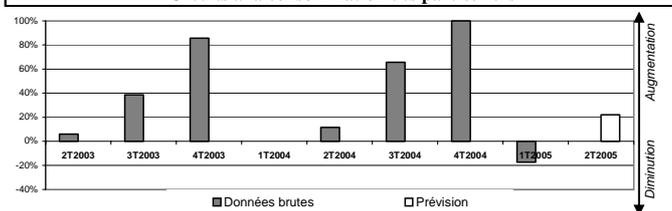
Crédits d'exploitation aux entreprises



Crédits à l'habitat des particuliers



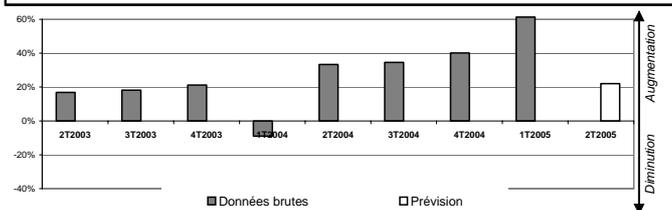
Crédits à la consommation des particuliers



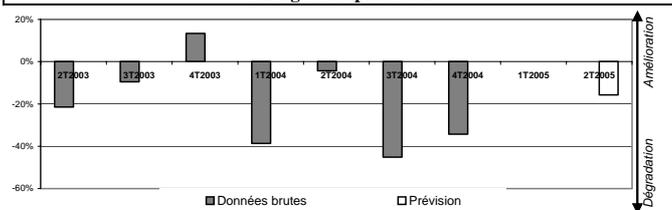
Produit net bancaire



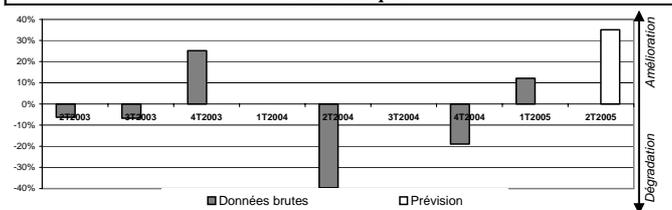
Commissions



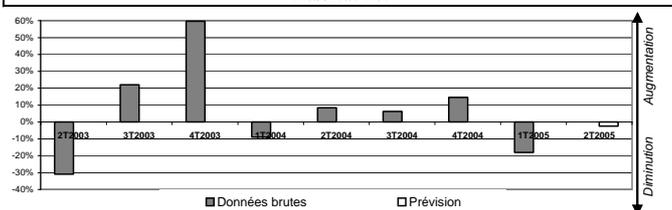
Charges d'exploitation



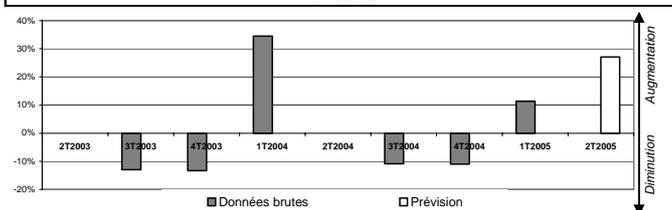
Coût du risque



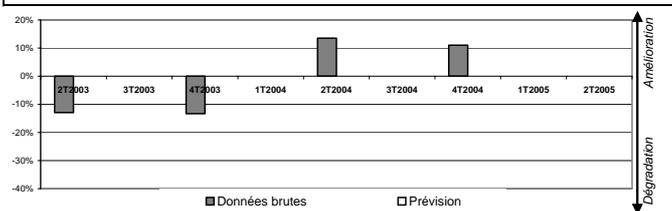
Résultat net



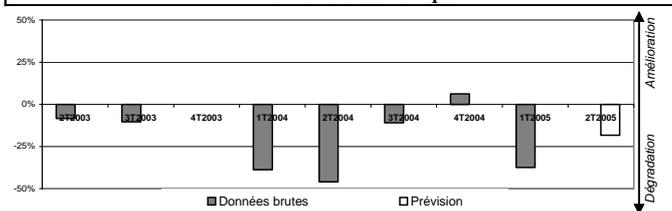
Effectifs



Climat social



Environnement économique



2. Rappel des taux

2. Rappel des taux

2.1 Taux du marché

2.1.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire

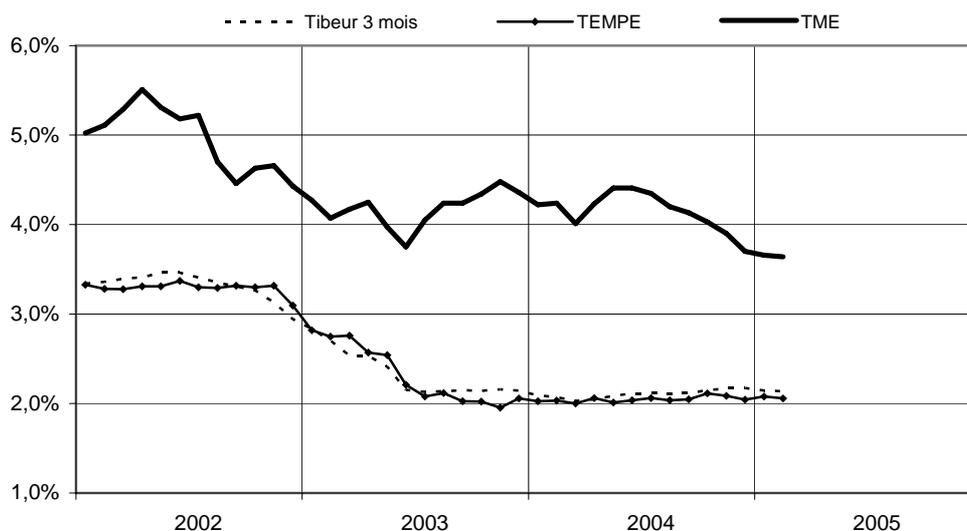
La BCE a laissé inchangés ses taux directeurs au cours du trimestre passé. Ils s'établissent comme suit :

- ✓ 2,0 % pour le taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement,
- ✓ 3,0 % pour le taux de facilité de prêt marginal,
- ✓ 1,0 % pour le taux de facilité de dépôt.

Depuis le mois de juillet 2003, les taux d'intérêt à court terme se sont stabilisés légèrement au-dessus de 2 %. En février 2005, le Tibeur à 3 mois s'est ainsi établi à 2,14 % et le TEMPE à 2,06 %.

S'agissant des taux à moyen et long terme, le taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME) est reparti à la baisse depuis juillet 2004 et s'établit à 3,64 % à fin février 2005.

Evolution des principaux taux des marchés monétaire et obligataire



2.1.2 Taux de base bancaire

Le taux de base bancaire de la Guyane correspond à la moyenne pondérée par les encours du taux de base de chaque banque de la place. Le taux de base moyen pondéré s'élève à 9,28 % depuis le début de l'année 2004. Ce taux a été actualisé pour tenir compte des dernières informations disponibles. Toutefois, il convient de rappeler qu'aucun établissement n'a modifié son taux de base depuis octobre 2000. La diminution du taux moyen pondéré s'explique par l'évolution de l'encours entre le 31 décembre 2002 et le 31 décembre 2003.

sept-03	déc-03	mars-04	juin-04	sept-04	déc-04
9,30%	9,30%	9,28%	9,28%	9,28%	9,28%

Nota : Ces chiffres sont établis à partir des taux de base de 5 banques locales (BNPG, BRED, CRCAM et FCMA) pondérés par les encours.

2. Rappel des taux

2.2 Taux d'intérêt légal

Année 1998	Année 1999	Année 2000	Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005
3,36%	3,47%	2,74%	4,26%	4,26%	3,29%	2,27%	2,05%

La loi 89-421 du 23 juillet 1989 a défini un nouveau mode de calcul du taux d'intérêt légal (moyenne arithmétique sur douze mois des taux de rendement actuariel mensuels moyens des bons du Trésor à taux fixe calculé sur treize semaines). Ce taux sert de référence, d'une part, pour la liquidation d'intérêts moratoires, dans le cas d'obligations impayées, d'autre part, pour le calcul des intérêts créditeurs attachés aux restitutions consécutives à des instances fiscales.

2.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global ou T.E.G. excède, au moment où il est consenti, le taux de l'usure publié en application de l'article 1er de la loi n° 66-1010 du 28 décembre 1966. Calculés trimestriellement, les seuils de l'usure s'appliquent pour une durée de 3 mois et sont publiés au journal officiel.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

2.3.1 Crédit aux particuliers

Seuils de l'usure	1 T 2004	2 T 2004	3 T 2004	4 T 2004	1 T 2005
Prêts immobiliers					
- Prêts à taux fixe	6,77%	6,83%	6,67%	6,56%	6,63%
- Prêts à taux variable	6,11%	5,99%	5,88%	5,85%	5,84%
- Prêts relais	7,04%	7,07%	6,72%	6,68%	6,56%
Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 1524 euros	20,85%	20,96%	20,73%	20,13%	19,45%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 euros	16,52%	16,57%	16,64%	16,21%	16,33%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > ou = à 1524 euros	9,60%	9,68%	9,07%	9,12%	8,85%

2.3.1 Crédit aux entreprises

Seuils de l'usure	1 T 2004	2 T 2004	3 T 2004	4 T 2004	1 T 2005
- Prêts consentis en vue d'achats ou ventes à tempérament	8,33%	8,52%	8,40%	8,55%	8,47%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	6,48%	6,57%	6,41%	6,47%	6,65%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	6,33%	6,35%	6,00%	6,08%	6,01%
- Découvert en compte *	10,85%	11,05%	10,73%	11,27%	11,71%
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	8,67%	8,49%	7,73%	8,20%	7,88%

* Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

2. Rappel des taux

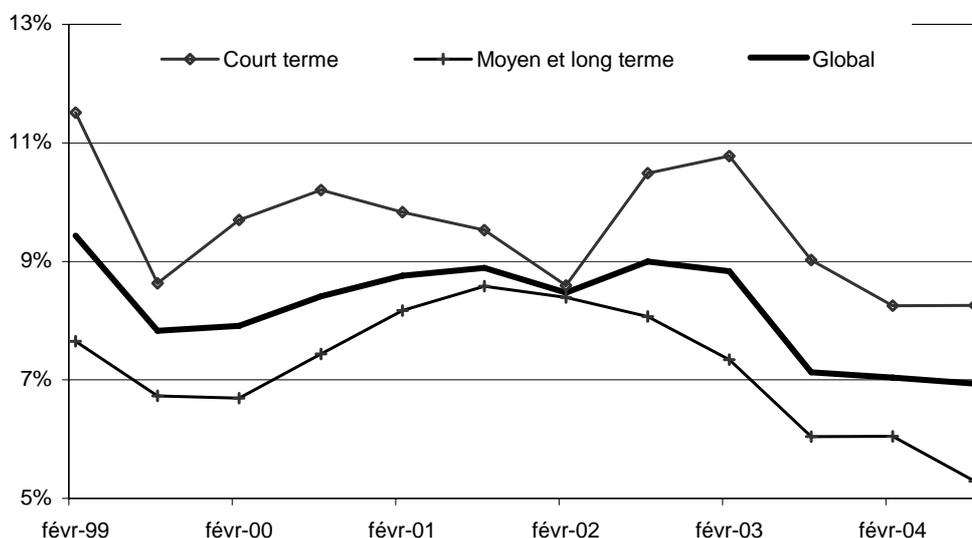
2.4 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

Taux moyen pondéré	févr-01	août-01	févr-02	août-02	févr-03	août-03	févr-04	août-04
Court terme	9,83%	9,53%	8,59%	10,49%	10,78%	9,02%	8,25%	8,26%
- escompte	9,95%	9,21%	8,47%	9,48%	11,48%	7,83%	9,57%	7,13%
- découvert	10,31%	9,70%	8,52%	11,30%	10,73%	9,78%	8,26%	9,01%
- autres crédits à court terme	7,00%	9,60%	9,91%	9,38%	9,13%	8,57%	7,65%	6,93%
Moyen et long terme	8,17%	8,58%	8,39%	8,07%	7,34%	6,04%	6,05%	5,29%
Global	8,76%	8,89%	8,47%	9,00%	8,83%	7,13%	7,04%	6,94%

L'enquête semestrielle de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises en Guyane recense l'ensemble des concours accordés par les six établissements interrogés (quatre banques FBF et deux sociétés financières) au cours des mois de janvier-février et juillet-août de chaque année.

Le taux moyen pondéré global a faiblement diminué de 0,10 point par rapport à la dernière enquête et s'est établi au niveau le plus bas jamais enregistré dans le département. Cette évolution est liée à la baisse des taux à long terme (- 0,76 point) alors que les taux à court terme sont restés globalement stables (+ 0,01 point). Dans le détail, on note une nette baisse des taux d'escompte (- 2,44 points) et des autres crédits à court terme (- 0,72 point), alors qu'à l'inverse, les taux des découverts se sont appréciés de 0,75 point sur la période. Elle intervient dans un contexte de stabilité des taux de refinancement sur le marché interbancaire (+ 0,04 point pour le Tibeur à 3 mois entre février et août 2004 et aucune variation pour le TEMPE sur la même période) et de très légère baisse des taux obligataires sur cette même période.

Il est à noter cependant que l'échantillon intègre des opérations d'achats et de ventes à tempérament (AT/VT) classées selon leur durée. Ce type de concours a un impact significatif à la hausse sur le coût du crédit à moyen et long terme (plus d'un point en moyenne selon les trois dernières enquêtes) : il rend délicates les comparaisons de taux avec la métropole et les autres départements d'outre-mer où les AT/VT sont présents dans des proportions très inférieures.

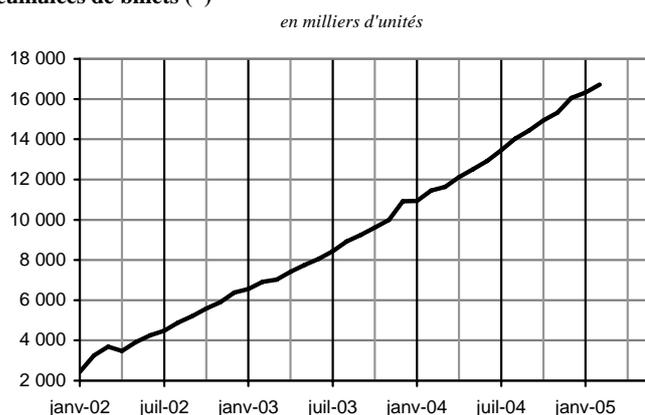
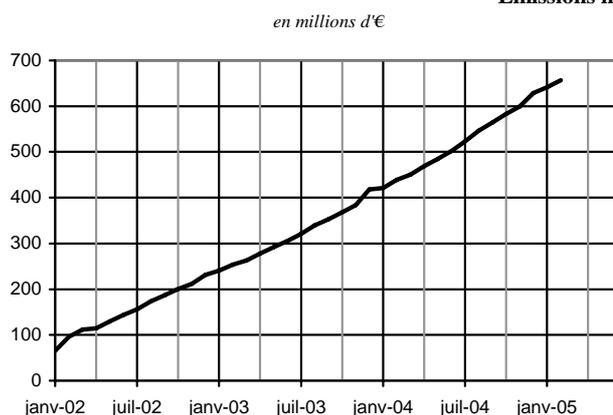


3. Monnaie Fiduciaire

3.1 Emission de billets euros

L'IEDOM, agissant au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France, met en circulation dans les départements d'outre-mer les **billets** qui ont cours en France métropolitaine. Depuis le passage à l'euro, l'agence de la Guyane a ainsi délivré au 28 février 2005 16,7 millions de billets pour une valeur totale de l'ordre de 657 millions d'€ toutes coupures confondues.

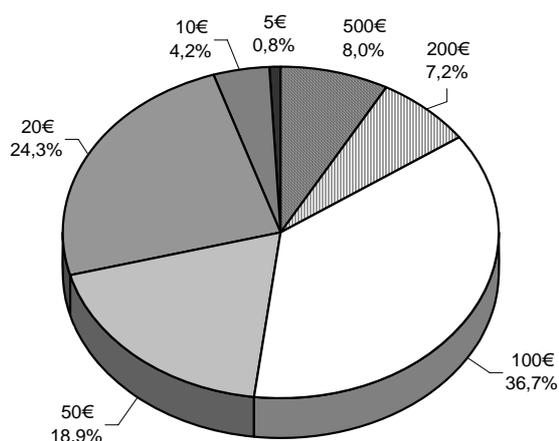
Emissions nettes cumulées de billets (*)



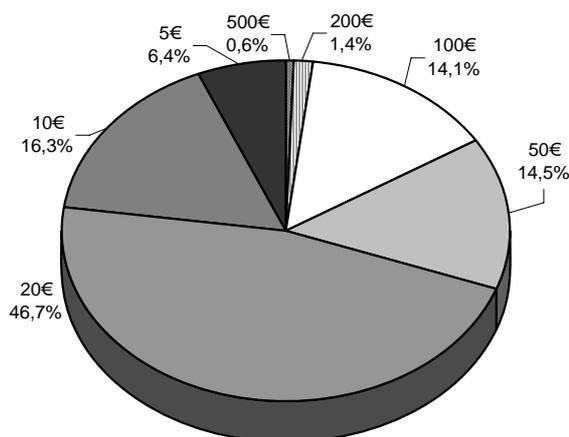
(*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, préalimenter comprise.

Répartition par coupures en valeur et en volume de l'émission nette cumulée de billets euros à fin février 2005

Répartition en valeur



Répartition en volume

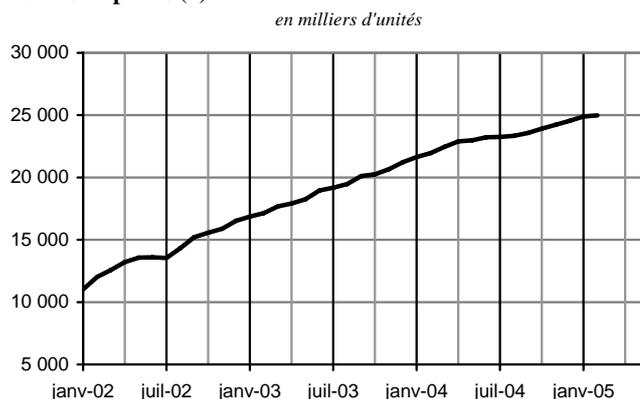
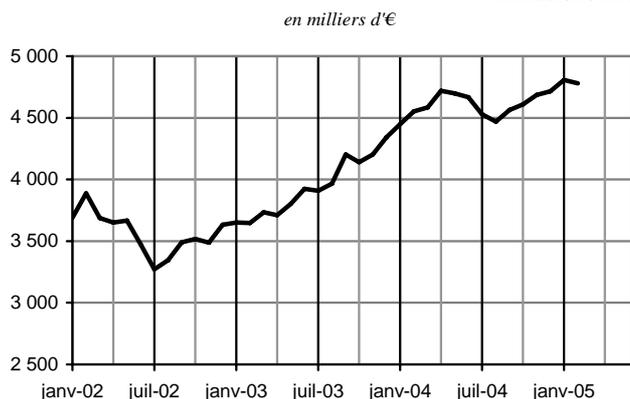


3. Monnaie Fiduciaire

3.2 Emission de pièces euros

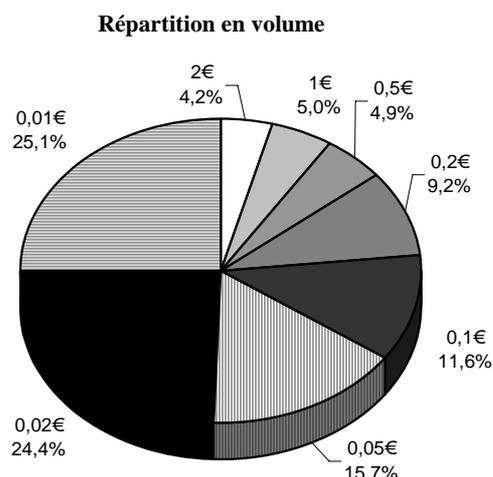
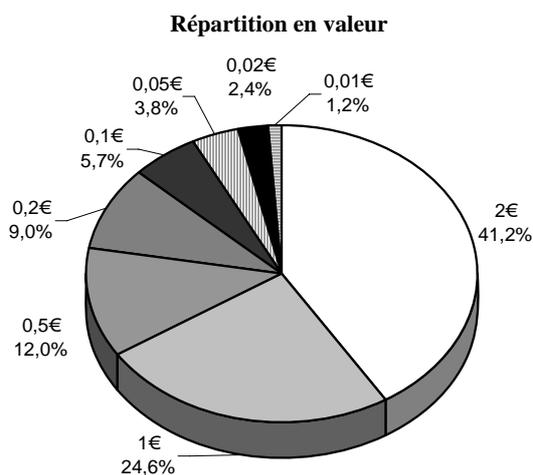
L'émission de **pièces métalliques euros** est également assurée par l'IEDOM, agissant pour le compte du Trésor public. Depuis le début de l'année 2002, 25 millions de pièces euros pour une valeur de 4,8 millions d'€ ont été mises en circulation à fin février 2005.

Emissions nettes cumulées de pièces (*)



(*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émises et retirées de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, préalimantation comprise.

Répartition par coupures en valeur et en volume de l'émission nette cumulée de pièces euros à fin février 2005



Directeur de la publication : A. VIENNEY – Responsable de la rédaction : M. REMBLIN
 Editeur : IEDOM – achevé d'imprimer mars 2005 – dépôt légal : Mars 2005 – N° ISSN 0296-3116